



# Bulletin ARCRE-PECRE n° 267

## (28.06.18)

Chers Lecteurs et Lectrices,

Voici une sélection parmi les premiers articles reportés sur notre site depuis le dernier numéro. Vous pouvez facilement consulter l'ensemble des articles publiés dans la section « [Archives](#) » et sur nos pages [JoinDiaspora\\*](#) et [Facebook](#). Vos commentaires sont toujours les bienvenus, sur le site ou par mail.

Pour ARCRE, Marc Léonard.

### Table des matières

CALENDRIER INTERRELIGIEUX : JUILLET 2018.....	1
ÉVÉNEMENTS – ACTUALITÉS.....	2
Caritas-Sénégal lance une campagne nationale pour les migrants – Vatican News.....	2
68.5 million people displaced worldwide: MEPs' statement for World Refugee Day   News   European Parliament.....	3
US quits 'biased' UN human rights council (BBC).....	4
Migrations: La place centrale de la personne humaine (Zenit).....	6
Déclassement de Parcs en RD Congo : La société civile belge rejoint ses homologues congolais et en appelle à une position diplomatique forte.....	7
ANALYSES - OPINIONS – DÉBATS.....	8
The « Empire Windrush » & Un « Windrush » français ? (The Conversation).....	8
Syrian refugees in America: The forgotten psychological wounds of the stress of migration (The Conversation).....	14
Faith-based actors and the implementation of the European Pillar of Social Rights ((Parl. Europ. Think Tank ).....	16
Belg.: Philosophie et citoyenneté : cours ou pensée unique ? (La Libre Belgique).....	17
INVITATIONS - ÉVÉNEMENTS.....	18
AUTRES ARTICLES de la semaine sur ARCRE.ORG.....	19

### CALENDRIER INTERRELIGIEUX : JUILLET 2018

Dim. 1 ✳ Fête nationale canadienne (CA)


Cette fête – appelée auparavant jour de la Confédération ou jour du Dominion – commémore le rassemblement des dix provinces canadiennes en 1867.

Mer. 4 ✳ Fête nationale étasunienne (USA)

«Jour de l'Indépendance» en souvenir de la Déclaration d'indépendance de 1776.

Mar. 10 🌀 Martyre du Bab (célébré, selon l'année, le 9 ou le 10 juillet)

Commémoration par des lectures et des prières de l'exécution du Bab à Tabriz en Iran le 9 juillet 1850.

Ven. 13  O-bon (du 13 au 15 juillet)

Au Japon (courant mahayana), fête en l'honneur des esprits des ancêtres, accueillis avec des danses durant trois jours dans les maisons et les villages. Ce rite a été importé de Chine il y a plus de 500 ans.

Sam. 14  Ratha Yatra

Festival des chars, qui célèbre Krishna en tant que Jagannath ou «Seigneur de l'Univers» lors d'une grande procession.

Sam. 14  Fête nationale française (FR)

Commémoration de la prise de la Bastille en 1789; jour qui marque symboliquement la fin de la monarchie absolue.


Lun. 16  Chökhör Düchen \*

Jour de la roue de l'enseignement. On célèbre le premier enseignement délivré par le Bouddha. Troisième «grand moment» du calendrier vajrayana.

\* Sous réserve de confirmation officielle.

Mar. 17  Gion Matsuri (du 17 au 24 juillet)

Fête qui consiste en un rite d'exorcisme et d'apaisement des âmes courroucées. Les *kamis* sont déplacés lors de grandes processions de chars richement décorés (sanctuaire Yasaka, Kyoto).

Sam. 21  Fête nationale belge (BE)

Commémoration de l'indépendance avec la prestation du serment constitutionnel du roi Léopold 1<sup>er</sup> en 1831.

Dim. 22  Jeûne du 9 Av \*

Jour de jeûne au terme de trois semaines d'évocation des catastrophes de l'histoire juive.

\* Les fêtes juives débutent toujours la veille à la tombée de la nuit.

Mar. 24  Tenjin Matsuri (24 et 25 juillet)

Fête en l'honneur du savant et poète Sugawara no Michizane, vénéré par les Japonais en tant que *kami* des Lettres et de la culture (*Tenjin*) (sanctuaire Tenmangu, Osaka).

Ven. 27  Asalha Puja \*

Fête theravada du 1<sup>er</sup> enseignement du Bouddha dans un parc près de Bénarès. Ce jour marque le début de trois mois de retraite monacale durant la saison des pluies (mousson).

\* Sous réserve de confirmation officielle.

Ven. 27  Guru Purnima

Fête en l'honneur des enseignants et des maîtres spirituels, célébrée lors de la pleine lune du mois d'Asadha.

© Éditions Agora | [impressum et droits d'auteur](#) 

© Éditions Agora | impressum et droits d'auteur (<http://calendrier-des-religions.ch/page.php?p=impressum>)

---

## ÉVÉNEMENTS – ACTUALITÉS

---

### [Caritas-Sénégal lance une campagne nationale pour les migrants – Vatican News](#)



Du 19 au 24 juin 2018, Caritas-Sénégal organise une campagne d'action pour les migrants et les réfugiés à Dakar dans le cadre de la Semaine

mondiale d'action de Caritas Internationalis pour encourager les communautés à se rencontrer, apprendre et partager leurs expériences avec les migrants et les réfugiés.

Cédric Mouzou, SJ, ( avec Fides) – Cité du Vatican

La Semaine mondiale d'action pour les migrants est l'un des points forts de la campagne mondiale «Partageons le chemin» initiée par les 165 organisations Caritas et lancée par le Pape François le 27 septembre 2017, au Vatican. Une réunion de lancement symbolique de cette campagne a eu lieu à Dakar, à la même date, au Point d'Accueil pour Réfugiés et Immigrés, PARI. Elle avait vu la participation, non seulement de l'équipe du Point d'Accueil pour Réfugiés et Immigrés, mais aussi du Secrétariat Général de Caritas-Sénégal et des migrants et réfugiés au Sénégal.

### **Promouvoir la culture de la rencontre**

Pour les célébrations nationales de cette semaine, après la conférence de presse du 19 juin, Caritas Sénégal organise diverses activités et réunions du 22 au 24 juin 2018 pour discuter, sensibiliser et défendre les migrants. Elle entend aussi par ses activités, promouvoir la culture de la rencontre, de la solidarité et prier pour ceux qui vivent dans les conditions particulièrement difficiles de la migration.

### **« Repas partagé » avec les migrants en prison**

Parmi les initiatives promues par la campagne de cette année : le «*Repas partagé*» avec des migrants enfermés à la prison de Dakar le 23 juin 2018 et la messe le dimanche 24 juin 2018 à l'église de Saint Joseph à Médina. La messe sera suivie de moments de partage, notamment le «*repas partagé*» et des animations culturelles. Ce programme est ouvert à toutes les organisations et personnes mobilisées pour la cause des migrants et des réfugiés, au centre de cette semaine d'action.

### **Données sur la migration dans le pays**

Le Sénégal est un pays de forte émigration mais aussi de transit de migrants de différents pays africains vers d'autres destinations. Il accueille également des réfugiés gambiens et a également un taux élevé de migration interne des zones rurales vers les principales villes du pays, principalement la capitale, Dakar. Selon une étude de 2011, en 2009, la population de la ville de Dakar, âgée de 20 ans était à 45% originaire d'autres zones du pays.

---

### **[68.5 million people displaced worldwide: MEPs' statement for World Refugee Day | News | European Parliament](#)**

“In these testing times we must remember and defend the basic gesture of solidarity: offering refuge to those in need of protection” said lead MEPs ahead of World Refugee Day.



To mark **World Refugee Day on 20 June**, EP rapporteur for Humanitarian Assistance, [Enrique Guerrero Salom](#) (S&D, ES), and Development Committee Chair, [Linda McAvan](#) (S&D, UK), made the following statement:

“Today, the World Refugee Day must serve to remind us of the deeper meaning of this commemoration. In recent years the European Parliament’s Committee on Development has

regularly called attention to the growing number of people forced to flee their homes—some [68.5 million](#) worldwide, more than ever before in history—overwhelmingly due to violent conflict.

We have also noted humanitarian assistance alone cannot meet the growing needs resulting from displacement. Whilst this provides a lifeline to people in need, this is not a sustainable solution. Often an end to the conflict is necessary to allow the return of displaced populations. Yet this can be elusive: Afghan, Sudanese or Somali refugees spend decades in displacement camps, while this year marks the 70th anniversary of the world’s longest standing refugee crisis of Palestinians. Until refugees can return to their homes, increasing development efforts to enhance the self-reliance of refugees and displaced persons is essential.

The EU provides humanitarian and development assistance and works towards ending conflicts such as the one in Syria. But on this year’s World Refugee Day, the EU should reflect on what the 1951 Refugee Convention and 1967 Protocol represent. These documents set out the obligation under international law to provide refugee to anyone forced to flee their homes due to a well-founded fear of being persecuted.

Beyond its legal obligations, the Refugee Convention embodies an act of human solidarity. As countries prepare to conclude a Global Compact on Refugees this year, we see at the same time increasingly hostile rhetoric and policies against refugees. In these testing times we must remember and defend the basic gesture of solidarity and human empathy which is at the root of the refugee system: offering refuge to those in need of protection.”

---

### [US quits ‘biased’ UN human rights council \(BBC\)](#)

**BBC**



News

The US has pulled out of the United Nations Human Rights Council, calling it a « cesspool of political bias ».

**NEWS**

Nikki Haley, the US envoy to the UN, said it was a « hypocritical » body that « makes a mockery of human rights ».

Formed in 2006, the Geneva-based council has faced criticism in the past for allowing member countries with questionable human rights records.

But activists said the US move could hurt efforts to monitor and address human rights abuses around the world.

Announcing the decision to quit the council, Ms Haley described the council as a « hypocritical and self-serving organisation » that displayed « unending hostility towards Israel ».

She was speaking alongside US Secretary of State Mike Pompeo, who denounced the council as « a protector of human rights abusers ».

- [Why did US pull out?](#)
- [Trump ‘in the league of rights offenders’](#)
- [Are we facing a ‘post human rights world’?](#)
- [Donald Trump’s highly personal diplomacy](#)

The UN Secretary-General António Guterres responded to the US decision to quit the council by saying he would have « much preferred » the US to remain a member.

The UN’s human rights chief Zeid Ra’ad al-Husseini called the US withdrawal « disappointing, if not really surprising, news ». Israel, meanwhile, praised the decision.

### **More dismay among allies**

#### **Analysis by Nada Tawfik, BBC News, New York**

This is just the latest rejection of multilateralism by the Trump administration, and will likely unsettle those who look to the United States to protect and promote human rights around the world.

The United States has always had a conflicting relationship with the UN Human Rights Council. The Bush Administration decided to boycott the council when it was created in 2006 for many of the same reasons cited by the Trump administration.

The then UN ambassador was John Bolton – who is currently President Trump’s national security adviser and a strong critic of the UN.

It wasn’t until years later, in 2009, that the United States re-joined under the Obama administration.

Many allies have tried to convince the United States to remain in the council. Even many who agree with Washington’s long standing criticisms of the body believe the United States should actively work to reform it from within, rather than disengaging.

### **What is the UN Human Rights Council?**

The UN set up the council in 2006 to replace the UN Commission on Human Rights, which faced widespread criticism for letting countries with poor human rights records become members.

A group of 47 elected countries from different global regions serve for three-year terms on the council.

The UNHRC meets three times a year, and reviews the human rights records of all UN members in a special process the council says gives countries the chance to say what they have done to improve human rights, known as [the Universal Periodic Review](#).

The council also sends out independent experts and has set up commissions of inquiry to report on human rights violations in countries including Syria, North Korea, Burundi, Myanmar and South Sudan.

### **Why has the US decided to quit?**

The decision to leave the body follows years of US criticism.

The country initially refused to join the council in 2006, arguing that, like the old commission, the UNHRC had admitted nations with questionable human rights records

It only joined in 2009 under President Barack Obama, and [won re-election to the council in 2012](#).

But human rights groups voiced fresh complaints about the body in 2013, after [China, Russia, Saudi Arabia, Algeria and Vietnam were elected members](#).

This followed [Israel's unprecedented boycott of one of the council's reviews](#), alleging unfair criticism from the body.

Last year, [Nikki Haley told the council it was « hard to accept » that resolutions had been passed against Israel yet none had been considered for Venezuela](#), where dozens of protesters had been killed during political turmoil.

Israel is the only country that is subject to a permanent standing agenda item, meaning its treatment of the Palestinians is regularly scrutinised.[... **Read more: [US quits 'biased' UN human rights council, BBC News, 20/06/18](#)**]

---

## [Migrations: La place centrale de la personne humaine \(Zenit\)](#)



Le Saint-Siège et le Mexique réaffirment « la place centrale de la personne humaine dans tout exercice politique, y compris celui visant à réguler les flux migratoires », dans un communiqué commun publié après la rencontre sur la migration qui a eu lieu le 14 juin 2018 au Vatican, indique L'Osservatore Romano en italien du 19 juin. Le texte appelle toutes les parties à agir « en équilibrant les principes de solidarité, de subsidiarité et de co-responsabilité ».

Le communiqué du Saint-Siège et du Mexique affirme que « les enfants sont ceux qui souffrent le plus des conséquences de la migration forcée ». En soulignant « la dignité de tout être humain qui se déplace », il rappelle ensuite « l'attitude fondamentale indiquée par le pape François : sortir à la rencontre de l'autre, l'accueillir, le connaître et le reconnaître ».

Le document réitère « l'opportunité de s'engager dans une gouvernance mondiale des flux migratoires », en garantissant le soutien au processus qui devrait « conduire l'ONU à adopter le Pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière au cours de cette année ».

L'élaboration de ce *Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration* a débuté en avril

2017 et devrait aboutir à l'adoption de l'accord lors d'une conférence intergouvernementale prévue en décembre 2018.

Les politiques migratoires et le rôle des chrétiens, y compris les pasteurs, est aussi au cœur de l'assemblée de printemps de la Conférence des évêques américains qui se tient depuis jeudi dernier [14/06/18] en Floride. [... Lire la suite: [Migrations: protéger les enfants à la frontière entre le Mexique et les États-Unis](#), Marina Droujinina, Zenit, 19/06/18]

---


### Déclassement de Parcs en RD Congo : La société civile belge rejoint ses homologues congolais et en appelle à une position diplomatique forte



Le 3 mai dernier, **une lettre préconisant le déclassement de plusieurs zones protégées des Parcs de la Salonga et des Virunga** signée par le Ministre des hydrocarbures de la République Démocratique du Congo (RD Congo) est révélée au grand public. La Commission Justice et Paix s'inquiète de cette décision et des répercussions que pourrait avoir cette intention d'exploitation déraisonnée des ressources naturelles du pays.

Les autorités congolaises ont proposé de déclasser une zone de 1.720,75 km<sup>2</sup> du Parc des Virunga (représentant 21,5% de sa surface totale) et une zone de 2.767,5 km<sup>2</sup> du parc de la Salonga. Ce redécoupage, qui conduirait à la radiation de ces parcs du patrimoine mondial de l'UNESCO, permettrait de vendre des permis d'exploration et d'exploitation des réserves souterraines de pétroles et de gaz à des entreprises privées. Ceci aurait comme lourde conséquence de faire sauter l'un des derniers verrous qui les protège encore des intérêts économiques internationaux.

Pour ce faire, le gouvernement invoque la législation congolaise qui autorise la révision unilatérale des accords instituant les aires nationales protégées si l'intérêt national l'exige. Or, on peut se demander dans quelle mesure ces nouvelles explorations permettent d'invoquer « l'intérêt public » ? L'exploitation des ressources souterraines au sein de ces zones protégées n'est pas une solution durable. Elle reflète une vision utilitariste de la part des autorités nationales. Cette exploitation se fait généralement au détriment du bien-être des populations et de la protection de l'environnement (danger de pollution des sols, des eaux ; disparition de la faune, flore, biodiversité ; conséquences sur des activités rémunératrices pour les populations – notamment le tourisme ; effets sur le climat ; etc.).

 **Le 24 mai, une centaine d'ONG à Kinshasa ont signé une déclaration commune pour dénoncer le caractère illégal et dangereux de cette démarche. Justice et Paix soutient pleinement cette initiative. L'exploitation des ressources, le**

**développement économique et la préservation de l'environnement ne sont pas des réalités contradictoires mais peuvent converger pour bénéficier au plus grand nombre.**

**Ainsi, la Commission Justice et Paix demande aux responsables politiques belges de soutenir les initiatives de la société civile congolaise.** Elle leur demande également de dénoncer publiquement cette décision et d'interpeler leurs homologues congolais pour qu'ils œuvrent, par le biais de politiques actives, en faveur de la préservation de ce patrimoine mondial unique et du bien-être des populations.

Depuis respectivement 1979 et 1984, les Parc des Virunga et de la Salonga sont classés « patrimoine mondial » par l'UNESCO. En vertu de ce statut, des normes de l'OCDE et de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO – dont la RD Congo est signataire – l'exploration des réserves pétrolières présentes dans les sous-sols des sites protégés est prohibée

**Contact : Clara Debeve** Clara.debeve[at]justicepaix.be

---

## ANALYSES - OPINIONS – DÉBATS

---

### The « Empire Windrush » & Un « Windrush » français ? (The Conversation)

Empire Windrush: forgotten archive material reveals who was on its outward voyage to the Caribbean

James Procter, Newcastle University

When the Empire Windrush docked at Tilbury in Essex on June 22, 1948 it was carrying a crowded cargo of around 500 West Indian settlers dressed in their Sunday best. Britain is marking the 70th anniversary of that now legendary story of arrival, which is said to herald the beginning of postwar mass migration to Britain.

But like most beginnings, this one isn't as clear as it seems.

The Windrush was not the first ship carrying West Indian migrants to Britain in the 1940s – for example, the Ormonde and the Almanzora [arrived in 1947](#). We know, thanks to [historians such as Peter Fryer](#) – himself a reporter on the Windrush story as it broke – that the [history of black settlement](#) in this country goes back at least as far as Roman times. We also know, due to Britain's long overseas past as a slaving nation, that, as the Barbadian novelist [George Lamming put it](#) in 1960: "We (Britons and West Indians) have met before."

But what of the immediate history of the Windrush, after the former German troopship was commandeered by the British, and before its legendary voyage from Jamaica to Tilbury? When it is [mentioned at all](#), accounts locate it somewhere in the Atlantic, en route from Australia to Britain.

So it was with a sense of surprise and déjà vu that I came across a short news report in the BBC's Written Archives that places the ship elsewhere.



### **Airmen repatriated**

Broadcast from London to the Caribbean in April 1948, the BBC script opens:

The Colonial Office have announced that the last big draft of airmen for repatriation will sail from Tilbury on May 8th on the Empire Windrush.

The radio broadcast continues:

The Officers-in-Charge will be Flight Lieutenant Johnny Smythe, a West African who still carries around several bits of shrapnel in his lungs and side from his war service and Flight Lieutenant J.J. Blair of Jamaica who won the DFC.

The DFC is the [Distinguished Flying Cross](#) which is awarded to Royal Air Force personnel for acts of valour, courage or devotion.

This voyage out took place just weeks before the Windrush entered history, when it sailed in the opposite direction from the Caribbean to Tilbury. The 500 “ordinary airmen” on board had, according to the broadcast, recently completed a variety of vocational training courses in engineering, welding, accountancy and “dental mechanics”. All were reportedly keen to get back to their respective homes in Jamaica, British Guiana, Trinidad, Barbados, British Honduras and Antigua. They were among the last of [around 10,000 or so](#) West Indian service men and women recruited during World War II to return to the Caribbean.

Delivered by the West Indian cricketer, Bertie Clarke, the broadcast script closes by saying: “The journey will be Jamaica, Trinidad, on to Bermuda and then back to England.” It is this last leg of the journey back to England that currently frames our understanding of the Windrush as a voyage in.

### **A story of arrival and departure**

The discovery of this previously unknown document about the ship’s outward voyage invites a re-think of the Windrush story, from the other direction. Before it “arrived” in official history, the Windrush was already here. Its journey is more directly implicated in Britain’s domestic post-war past than we have so far recognised.

The neglected BBC report is just one small example of a much more pervasive and deep-seated amnesia that is, paradoxically, central to British national memory. It is a story of heroic presence and determined participation that begs to be set alongside Prime Minister Theresa May’s [“hostile environment” policy](#) on immigration. It is a story which the recent treatment of the [Windrush generation](#) shows, goes on being forgotten.

Perhaps part of the reason this pre-history of the ship’s otherwise richly documented journey has been forgotten, is that the now famous story of its arrival is more convenient than the neglected story of its departure. If the legend of the Windrush’s arrival involves a narrative of colonial dependency in which the Caribbean is a grateful beneficiary, the story of its departure points to Britain’s dependence on its empire during the darkest days of World War II.

Another more technical reason is that the newly unearthed broadcast was never aired in Britain. The BBC's Home Service documents only the story of the Windrush's arrival. The story of its prior departure just a few weeks before was broadcast externally, on the Colonial Service, and has remained out of earshot ever since.

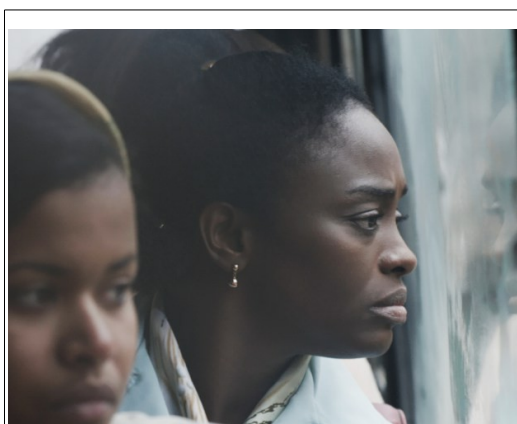
The history of the Windrush is a multi-directional one and should be remembered as such: a voyage in, as well as a voyage out.

[James Procter](#), Professor of Modern and Contemporary Literature, [Newcastle University](#)

This article was originally published on [The Conversation](#).

---

Un « Windrush » français ? Ce que la France a fait à ses populations d'outre-mer



*L'actrice Aïssa Maïga incarne l'une des protagonistes du film [Le Rêve Français](#) (2018) de Christian Faure, qui revient sur le destin complexe des ultra-marins ayant rejoint l'hexagone dans les années 60. Eloi Prod 2018*

[Antonia Wimbush](#), [Université de Montpellier](#)

Le scandale « Windrush » continue de [faire les gros titres au Royaume-Uni](#). Les Britanniques découvrent, scandalisés, la manière indigne dont les travailleurs caribéens du Commonwealth ont été traités. Encouragés à venir en Grande-Bretagne après la Seconde Guerre mondiale pour pallier la pénurie de main-d'œuvre, ils sont à présent menacés d'expulsion s'ils ne peuvent prouver qu'ils ont le droit d'y résider.

Ce que l'on sait moins, c'est que la France a elle aussi connu ces vagues d'immigration après-guerre.

De 1963 à 1982, 160 000 hommes et femmes des Antilles françaises, de Guyane et de la Réunion ont été activement recrutés, formés et [envoyés en métropole](#)) pour travailler

dans le bâtiment, les services de santé et l'administration. Bien que légalement français, ils ont été traités comme des citoyens de seconde zone.

### **Un rapport passé inaperçu**

Le 10 avril 2018, [sous les auspices du ministère des outre-mer](#), le sociologue Philippe Vitale a [publié un rapport](#) mettant en lumière l'histoire des enfants réunionnais envoyés en métropole de 1963 à 1982, et le traitement qui leur a été infligé.

Bien que ce rapport n'exonère pas le gouvernement français du rôle qu'il a joué dans l'enlèvement de ces jeunes enfants à leur famille et leur envoi sur le continent, il minimise l'implication de l'État et dépeint la Réunion comme une région sans avenir, économiquement sous-développée.

Curieusement, ce rapport est passé quasi inaperçu dans les médias français, en métropole comme en outre-mer.

Pourquoi ? Et, à l'heure où l'affaire Windrush éclabousse le Royaume-Uni, quel enjeu ce document représente-t-il pour la France ? Pour bien comprendre ce qu'il signifie pour les 2 015 citoyens français et leurs familles affectés par ce scandale, il faut nous replonger dans le passé houleux de la politique coloniale française.

### **Les anciennes colonies dans la tourmente**

Les années d'après-guerre ont été difficiles pour les anciennes colonies françaises. Associé à une hausse de la natalité, le taux de chômage n'a cessé d'y croître, et de plus en plus de jeunes se sont retrouvés [sans emploi](#).

À mesure que le chômage augmentait, la population a perdu foi dans le système politique en vigueur. La Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane sont passées du statut de colonies françaises à celui de départements d'outre-mer suite à la loi de départementalisation [du 19 mars 1946](#) qui leur accordait le statut de citoyens français, jouissant des mêmes droits qu'en métropole.

[Video] Cependant, pour beaucoup, ce changement de statut n'a quasiment rien changé. La révolte couvait, et le gouvernement français redoutait que les départements d'outre-mer n'exigent leur indépendance.

Dans le même temps, la métropole, en plein boom économique des [Trente Glorieuses](#), avait désespérément besoin de main-d'œuvre.

### **Un bureau pour ultra-marins candidats à l'immigration**

Pour sortir de cette situation délicate, [Michel Debré](#), le premier ministre français de l'époque, [créa le Bureau pour le développement des migrations dans les départements d'outre-mer](#) (Bumidom) en avril 1963, faisant suite à une [volonté politique déjà existante](#) en France.

L'objectif était de recruter des jeunes (surtout des femmes) pour les faire venir travailler en métropole. Pendant près de 20 ans, 160 000 travailleurs ont ainsi émigré vers le continent. Les femmes y étaient encouragées à s'imprégner des valeurs familiales plus « modernes » (comprendre celles des Français « Blancs ») et de les diffuser à [leur retour](#).

Chaque candidat à l'immigration devait subir un examen physique et des tests de personnalité attestant de ses capacités à s'adapter à la vie française. Bien que légalement français, ces migrants n'étaient pas traités comme tels, en raison de la couleur de leur peau.

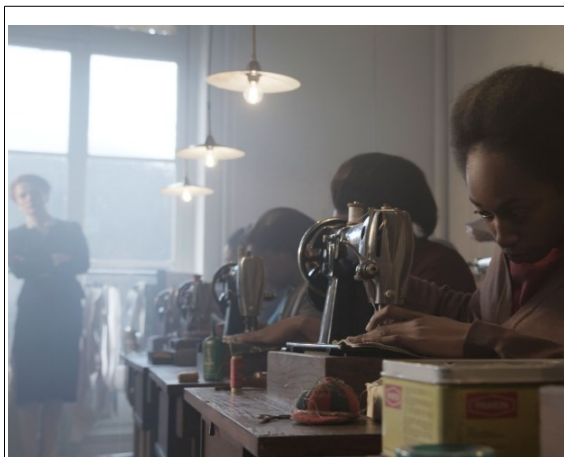
On évaluait leur maîtrise du français, ainsi que leurs antécédents familiaux et professionnels, puis ils recevaient un aller simple pour la métropole, offert par l'État.[Video]

### **Les hommes sur les chantiers, les femmes domestiques**

Certains étaient embauchés dès leur arrivée, dans le bâtiment ou l'administration ; d'autres étaient dirigés vers des centres de formation. Les femmes étaient envoyées à Crouy-sur-Ourcq, en Ile-de-

France, où elles apprenaient à cuisiner des plats français et tenir une maison, avant d'être employées [dans le secteur de la santé ou comme domestiques](#).

Les hommes allaient à Simandres (Rhône) ou Marseille. Toutefois, à partir de 1982, l'économie française montrait des signes de stagnation. Le Bumidom ralentit son activité et on privilégia le regroupement familial [au recrutement de nouveaux travailleurs](#).



*Photographie issue du téléfilm Le rêve français de Christian Faure. Près d'un domien sur deux venu dans l'hexagone via le Bumidom était une femme. Eloa Prod, 2018*

Même si, pour certains, le Bumidom a représenté une chance d'ascension sociale et d'indépendance financière, d'autres ont vécu cette migration comme une « déportation », selon les termes de l'écrivain et politicien [Aimé Césaire](#).

Le cas le plus extrême de déportation eut lieu à la Réunion, avec la tragédie des [« Enfants de la Creuse »](#). De 1962 à 1984, plus de 2 000 enfants (certains orphelins, d'autres non) furent arrachés de force à leur foyers et emmenés en métropole pour repeupler des zones rurales en déclin. La Creuse, en particulier, abritait une population vieillissante : chaque année, quelque 3 000 jeunes partaient s'installer dans les [grandes villes pour trouver du travail](#). C'est donc dans cette région que fut envoyée la [majorité des enfants](#).

### **« Il ne suffit pas de créer des musées »**

Le sort tragique de ces enfants, souvent victimes de maltraitances, d'abus et de violences, est passé largement inaperçu jusqu'au début des années 2000 [quand certains d'entre eux ont attaqué l'État français](#) en justice, en demandant une compensation financière et la reconnaissance officielle du traumatisme qu'ils avaient subi.

Pour [Michel Calteau](#), porte-parole de l'association Collectif Enfants 3D qui [vient en aide aux victimes de traumatisme](#), il ne suffit pas de [créer des musées et des mémoriaux ni d'instaurer une journée nationale de commémoration](#), comme le suggère le rapport de Philippe Vitale.

Le gouvernement français a annoncé qu'il apporterait une aide financière aux victimes sous forme de [billets d'avion gratuits pour la Réunion](#) mais il n'est pas certain que les victimes jugent cette mesure satisfaisante.

### **Le bureau des migrations en question**

Le rôle du Bumidom, qui prenait en charge les enfants et les adultes envoyés en métropole, est maintenant au cœur des débats.

En 2018, dans les pays francophones, plusieurs productions culturelles traitant de ce bureau, de son impact sur les populations concernées, ont d'ailleurs vu le jour. Récemment, le téléfilm *Le Rêve français*, réalisé par Christian Faure, a été diffusé sur France 2 au mois de mars.[Video]

[Maryse Condé](#), l'une des écrivaines les plus prolifiques des Antilles françaises, en dresse ainsi la [critique](#) :

« Ce film, souhaité par France 2 et le service public, contient deux audaces significatives. La première est qu'il ne sépare pas l'histoire des départements d'outremer. Il ne sépare pas la Guadeloupe de la Martinique comme si les deux jumelles acariâtres avaient enfin admis que leur sort se jouait en commun. La deuxième est qu'il ne sépare pas non plus ces territoires de celui de la France. Les personnages vont, viennent, débarquent, s'attardent comme s'il s'agissait d'un périmètre aux contours identiques. C'est sans doute là une manière de suggérer les liens étroits, bien que souvent conflictuels, qui unissent les "départements" à "leur métropole" car pour les auteurs du film les Antilles ne sont pas des terres entièrement à part, c'est évident ».

Un roman graphique a également été publié en 2017. Écrit par Jessica Oublié et illustré par Marie-Ange Rousseau, [*Péyi an nou*](<https://peyiannou.wordpress.com/>) (<https://peyiannou.wordpress.com/>)(«Notrepays»en créole) raconte l'histoire de la famille de Jessica Oublié.

En avril 2018, l'œuvre a remporté le Prix du livre politique décerné par France Culture à la meilleure [bande-dessinée politique](#).[Video]

Si la culture populaire et la littérature exposent enfin le sombre rôle joué par le Bumidom, le gouvernement français en est encore loin. Il doit de toute urgence reconnaître l'étendue de la responsabilité de l'État (en particulier dans le cas de la Réunion) s'il veut éviter un scandale de l'ampleur de l'affaire Windrush.

En effet, au-delà des frontières du monde francophone, cette migration organisée par le gouvernement reste très peu connue.

Comme la génération Windrush, les immigrants recrutés par le Bumidom ont aidé à reconstruire la France après-guerre. Ils ont aussi subi des discriminations en raison de leurs origines ethniques et culturelles. Il est temps de les en remercier et de leur rendre dignement hommage.

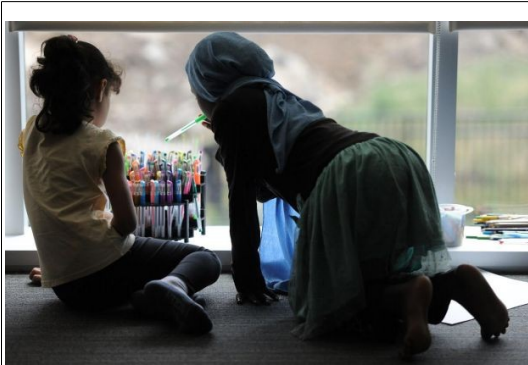
*Traduit de l'anglais par Iris Le Guinio pour [Fast for Word](#).*

[Antonia Wimbush](#), Early-career researcher (Francophone studies) & English tutor, [Université de Montpellier](#)

La [version originale](#) de cet article a été publiée sur [The Conversation](#).

---

## Syrian refugees in America: The forgotten psychological wounds of the stress of migration (The Conversation)



*Two refugee children play at Tolan Park, a research and treatment center in Detroit, the site of the author's research. David Dalton/Wayne State University, CC BY-SA*

Arash Javanbakht, Wayne State University

War in Syria and the refugee crisis have been the subject of a heated debate in United States politics, leading to a travel ban and [drastic reduction in the number refugees](#) to the U.S. this year. We occasionally hear about brutal deaths and starvation of civilians in Syria from the news, as a far concept happening in another world. This is a group of people who may justifiably feel betrayed by the world.

But what do we know about those who made it to the U.S. before the [travel ban](#)? How hard were they hit by the horrifying experience of war, torture and living in refugee camps? And how are they coping with years of exposure

to trauma and stress prior to arrival in the U.S. and the stress of migration?

Our research team, Stress, Trauma, and Anxiety Research Clinic [STARC](#) at Wayne State University, has been exploring the psychological impact of traumatic experiences in Syrian adult and children refugees. We believe our [findings](#) underscore the need for immediate attention to the mental health of this population.

### **Their experience before landing in the US**

Before the [civil war](#), Syria was a relatively stable country. In a short period, Syrian civilians found themselves in the chaos of a very confusing disaster. [Access to food, water and medical care](#) became extremely limited, and people survived – and still do – day by day.

It is hard to know which group is fighting which, and what they want from civilians within their momentary territory. Children and adults are often exposed to explosions, direct threat of death, sight or news of death, mutilation, or torture of their loved ones.

Those who had enough resources to leave, and the luck of surviving the flight, ended up in [refugee camps](#) in Turkey, Greece or other nearby countries. There, they often lived in terrible conditions for a couple of years, having left their dead or living family members and belongings in Syria.

A very small group, who have gone through a detailed vetting, have ended up in European countries, and a [much lower number](#) have in the U.S. (less than 0.5 percent). Those who end up in the U.S. have been in a camp for about a couple of years. So, despite what some may believe, getting a refugee status in the U.S. was not easy before the travel ban.

### **What is post-traumatic stress disorder?**

Post traumatic stress disorder, or [PTSD](#), is a consequence of exposure to extreme traumatic experiences such as combat, torture, assault, rape, robbery or serious motor vehicle accidents. Such

experiences switch the brain to “survival mode,” attempting to avoid re-traumatization. Symptoms include high anxiety, avoiding reminders of trauma (sights, sounds, smells, memories), emotional numbness, hyper-vigilance, frequent intrusive memories of the traumatic experience, nightmares and flashbacks.

PTSD is often accompanied by [depression](#), which by itself is one of the most debilitating medical conditions. One could imagine how hard it is for a person with the above symptoms, to venture out and explore the new environment, which is an important behavior needed for successful assimilation.

### **What do we know about their mental health?**

Focus of resettlement of Syrian refugees has been on immediate minimum housing and financial and physical health care needs. Mental health, which requires greater language and cultural familiarity, has typically not been a priority before and after arrival in the U.S.



*Shazia Siddiqi, a social worker with STARC, talks to a refugee child at Tolan Park. David Dalton/Wayne State University, CC BY-SA*

Our bilingual team at STARC, many of whom are refugee doctors, took the challenge of screening Syrian and Iraqi refugees for common consequences of exposure to extreme traumatic experiences and stress of migration. Screening happened within the first month of arrival in the U.S., after a mandatory physical health screening.

Our findings are alarming: [1 in 3 men and women screen positive](#) for PTSD (similar to the lifetime prevalence in Vietnam War veterans), nearly half show a high level of depression, and half exhibit high anxiety. [Half of children](#) show high anxiety.

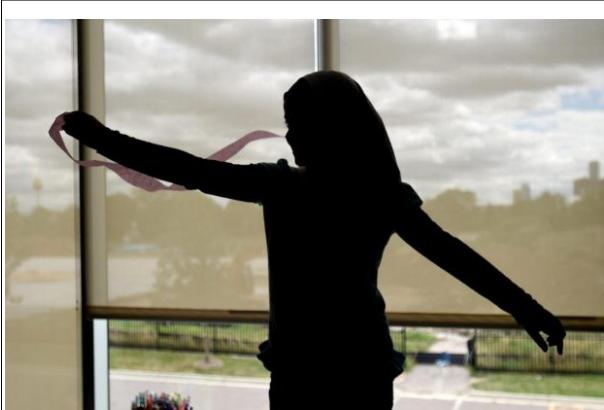
[Nearly 80 percent separation anxiety](#) in children restricts their ability to go to school and explore their new world. The number one concern expressed by teachers is their difficulty attending school because of high separation anxiety. This is especially critical because [cumulative research shows serious negative effects](#) of untreated childhood trauma on mental and physical health in adulthood.

### **What are we doing for them?**

The situation of refugees is complicated by chronic stress of migration, lack of resources, and difficulty navigating the complicated U.S. medical system.

PTSD, and other consequences of trauma, are treatable, and we have effective methods of addressing them. However, access is limited by lack of providers skilled in treatment of trauma who are fluent in culture and language. That has led to efforts in using creative methods of addressing trauma and stress in refugees.

Despite the unwelcoming attitude of the current administration toward Muslim refugees, the state of Michigan has been more hospitable, providing support for a few projects addressing trauma in



*An unidentified young person participating in therapy at Tolan Park. David Dalton/Wayne State University, CC BY-SA*

refugees. Our group has focused on less costly, more easily disseminated [methods of addressing stress](#), specifically for children.

With support from the state and a few foundations, and in collaboration with the community, we provide [mindful yoga to mothers and art, dance and movement therapy for children](#) in a culturally familiar context, with a focus on emotional stress. Our pilot data shows feasibility, participation by refugees and community building. These interventions have led to reduction in symptoms of stress, especially separation anxiety symptoms.

One of our most touching experiences was when we learned that a Holocaust survivor wants to donate to our research. “I identified with them and I identified with the children. My heart was breaking for these people, so it brought back memories. I was a refugee child,” the person told us.

#### **Bottom line**

Migration has always happened for happy or sad reasons, and it will continue. We can do a lot to protect the refugee families, and those children who will be future American adults, against the profound lifelong negative impact of trauma, depression and forced migration. These measures can assure a productive, functional and well-assimilated future for them. We as citizens may have to take charge and make that decision, before it is too late.

[Arash Javanbakht](#), Assistant Professor of Psychiatry, [Wayne State University](#)

This article was originally published on [The Conversation](#).

---

### [Faith-based actors and the implementation of the European Pillar of Social Rights \(\(Parl. Europ. Think Tank \)](#)



The European Pillar of Social Rights was jointly proclaimed and signed by the European Commission, the European Parliament and the Council at the Gothenburg Social Summit in November 2017. The 20 principles and rights that make up the Social Pillar build on the existing social acquis, i.e. social mandate contained in binding provisions of EU law, and should serve as a ‘compass’ for the renewal of current labour markets and welfare systems across the European Union (EU). Their implementation is largely the responsibility of the Member States in cooperation with the social partners and with the support of the European Union. Faith-based organisations are similar to voluntary organisations, i.e. civil society associations, third sector organisations and non-profit organisations. Some are inspired by religious values without being formally linked to religious institutions. They play an important role in addressing social problems, particularly in relation to under-served populations. They often cooperate with secular organisations and contribute to the welfare state. In the EU context, there is



no distinction between faith-based and secular organisations, when it comes to policy development, programme implementation or funding. Faith-based organisations have welcomed the Social Pillar and have emphasised in particular the role they could play in its implementation at grassroots level. Not only can they provide services, they can also help to devise strategies and funding schemes by connecting local, national and European actors. There are still a lot of gaps in the evaluation of their activities, however, which makes it difficult to quantify their real contribution to the functioning of the welfare state.

Auteur: [Nora MILOTAY](#)

---

## Belg.: Philosophie et citoyenneté : cours ou pensée unique ? (La Libre Belgique)

**La Libre.be** Une opinion d'Axel De Backer, professeur de religion catholique, membre du Collectif des enseignants de l'enseignement officiel (CEREO).

**Le cours de philosophie et citoyenneté (CPC) devrait passer d'une à deux heures dans l'enseignement officiel, sans doute lors de la prochaine législature. Quel avenir pour l'heure restante de religion dans l'horaire ?**

L'enseignement en Belgique francophone est confronté à des formes de violence multiples qui manifestent la grande difficulté à relier les élèves au sens commun. C'est le cas dans toutes les sociétés multiculturelles et « multi-convictionnelles » qui posent les droits humains comme principe axial. En Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), le législateur a choisi d'organiser l'enseignement des valeurs partagées en instituant le cours de philosophie et citoyenneté (CPC). Les autres pays du Benelux aussi ont introduit dans le cursus scolaire un cours de citoyenneté pour enseigner aux élèves les conceptions kantienne du civisme (l'impératif moral catégorique et l'esprit critique), mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

Prenons l'exemple hollandais. Malgré la loi de 2006 qui oblige les élèves à suivre un enseignement sur la citoyenneté, ceux-là savent beaucoup moins clairement pour qui ils voteront que les petits Russes, Mexicains ou Suédois, selon une étude récente menée par six chercheurs de l'Université d'Amsterdam. Les élèves hollandais avouent ne pas savoir que penser de l'implication personnelle, de l'engagement, de la connaissance et du respect des droits civiques (selon le « Standaard » du 10/06/2018).

### **Un modèle qui craque**

Dans une réflexion sur les concepts de loi naturelle et des droits de l'homme, le professeur de philosophie politique Pierre Manent explique comment la philosophie des droits de l'homme postule une variabilité du jugement sur les mœurs selon qu'ils soient d'« ici » ou d'« ailleurs ». En effet, quand l'individu est souverain, on ne peut rien dire sur son articulation, ou son manque d'articulation avec la culture, la société et la politique. Quand la vie politique et sociale est sous-tendue par des droits positifs qui proscrivent la pensée chrétienne séculaire sur la « loi naturelle », *« l'intelligence chargée d'éclairer le monde humain dédaigne d'entrer dans la question de l'action,*

*de se faire science pratique ou du moins de faire sa place à la science pratique* » (Pierre Manent, « La Loi naturelle et les droits de l'homme », Chaire Etienne Gilson, PUF, Paris, 2018, p. 26). Paralisée, l'action politique devient affaire de gestionnaires chargés de conformer sa gestion au modèle théorique libéral. Or avec l'afflux de migrants, avec l'incivisme et la détresse humaine qui se déploient dans nos rues, ce modèle craque. L'Union européenne pourrait bien y laisser sa peau.

### **Elitisme et populisme, pires injures**

Un autre point dans la philosophie des droits de l'homme joue contre l'enseignement : l'égalitarisme. Face à une population scolaire des plus hétéroclites, « élitisme » semble être devenu une injure en FWB, et « populisme » l'injure suprême. Alors quoi ? Ni pour le peuple quand il regimbe, ni pour l'élite quand elle dépasse; il n'est pas étonnant que notre enseignement ne brille pas dans les rapports Pisa....**Lire la suite:** [Philosophie et citoyenneté : cours ou pensée unique ?](#)  
Contribution externe à La Libre.be, 19/06/18.

---

## INVITATIONS - ÉVÉNEMENTS

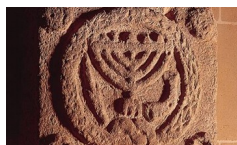
---

**Veillez cliquer sur les liens pour plus de détails ou le programmes complet**

---

**Jusqu'au 29 juillet** : France : Institut des cultures d'islam (Paris 18<sup>e</sup>) : [«Bagdad mon amour»](#) : [l'exposition-hommage des artistes irakiens à leur patrimoine \(Saphir News\)](#)

**3 et 10 juillet & les 21 et 28 août à 10h30**: La Cité et le fait religieux



### **Deuxième séminaire estival de Dalia de Macar-Elbaum** *en collaboration avec le Service Social Juif*

Nous poursuivrons l'analyse et les discussions entamées l'été dernier sur les conditions de diffusion du fait religieux et l'évolution de son positionnement dans le cadre de la Cité. Dans les locaux du Service Social Juif, 68 avenue Ducpétiaux - 1060 Bxl. Réservation obligatoire: [maisondelaculturejuive\[arobase\]hotmail.com](mailto:maisondelaculturejuive[arobase]hotmail.com) 6€ / 8€ **Pour en savoir plus...**

**5-8 juillet** : **Week-end jeunes musulmans et chrétiens à Taizé**

À l'initiative du Groupe d'Amitié Islamo-Chrétienne (GAIC), la Communauté de Taizé, Coexister, le Secours catholique et leurs amis de divers pays organisent une rencontre mise sous le signe de : « Vie Intérieure et Fraternité » pour nous éveiller à la Présence de Dieu, mieux L'aimer, L'adorer et Le servir.

[En savoir plus](#)

**5-16 aout** : **Jérusalem** : **Interfaith summer school "Memory and The Religious Life"**

Cette année, I.T.OUCH' invite des personnes intéressées à se déplacer jusqu'en Terre Sainte pour participer au séminaire d'été interreligieux, porté par notre partenaire *Elijah Interfaith Institute*. Renseignements via [itouchalameda\[arobase\]gmail.com](mailto:itouchalameda[arobase]gmail.com)

27-31 août : [Summer School « Islams et mondes contemporains »](#)

autour du thème « **Enfance, jeunes, musulmans et musulmanes: socialisations, appartenances, identités religieuses et sociales** ». Veuillez trouver (lien ci-dessus), le programme complet et les informations pratiques. **Attention : Le délai d'inscription est prolongé jusqu'au 15 juillet !**

16, 17 et 18 novembre : Cette année, **le centre El Kalima fête ses 40 ans**. Nous vous préparons trois journées à ne pas manquer les 16, 17 et 18 novembre en ouverture de la Semaine de Rencontre Islamo-Chrétienne. À vos agendas!

24 novembre : évènement musical « Solidarité festive » en guise de clôture de la SeRIC (du 19 au 25 novembre) à l'initiative des asbl « [Les Anonym's](#) » et « [Lumina](#) ».

Cet évènement prendra la forme d'une après-midi festive autour de la musique, des mimes, de la poésie, des chants et de tous vos talents artistiques. Un gîte est réservé à cette occasion, c'est pourquoi, afin de nous organiser au mieux, **merci de vous inscrire avant le 30 juin** auprès d'Habiba Hamdaoui (asbl Lumina) au 0486 80 85 30 ou par mail : [asbllumina\[arobase\]hotmail.com](mailto:asbllumina[arobase]hotmail.com) ou auprès de Danny Roger (asbl Les Anonym's) au 0495 274 161.

---

[Maroc: Cours d'été d'islamologie](#)

---

---

## **AUTRES ARTICLES de la semaine sur ARCRE.ORG**

---

- [Calendrier interreligieux: juillet 2018](#)
- [Belg.: Magma provoque la rencontre entre adolescents ou jeunes adultes, par des activités de journalisme citoyen](#)
- [Belg.: Verviers: fresque pour « dire nous » \(Le Club de Mediapart\)](#)
- [Oecuménisme/COE: «Notre collaboration constructive et fraternelle», par le patriarche Bartholomée - ZENIT - Français](#)
- [Iran: Sufi bus driver Mohammad Salas was executed - E. U. condemnation](#)
- [Le Pape à Genève \(juin '18\): articles et interviews \(Vatican News\) et discours complet du Pape \(Lib. Ed. Vatic.\)](#)

- [Arabie Saoudite : les réfugiés, une question marginale ? #WorldRefugeeDay \(Saphir News\)](#)
  - [Palestinians are not powerless - they can take the initiative \(The Conversation\)](#)
  - [Belg.: Fondation Roi Baudouin: e-news migration & intégration](#)
  - [Restituer les biens culturels à l'Afrique : idée d'avenir ou dépassée ? \(The Conversation\)](#)
- 

[LISTE CHRONOLOGIQUE \(DU PLUS RÉCENT AU PLUS ANCIEN\) DE TOUS LES ARTICLES](#)

---